

RÉFÉRENTIEL
pour l'attribution et le suivi
de la qualification professionnelle
de MESUREUR 8711
et ses mentions associées

Date d'application : **1^{er} janvier 2011**

CHAPITRE	SOMMAIRE	PAGES
1	OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION	3
2	TERMINOLOGIE	3 - 4
3	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	4 - 5
	3.1 Textes législatifs, réglementaires et normatifs	4
	3.2 Documents de référence de Qualibat	5
	3.3 Documents de référence de la marque BBC-Effinerie®	5
4	PRÉSENTATION DES CRITÈRES D'ATTRIBUTION – DOSSIER DE DEMANDE	5 à 9
	4.1 Préambule	5
	4.2 Critères administratifs et juridiques	5 - 6
	4.3 Critères chiffres d'affaires - personnels - salaires	6
	4.4 Critères locaux et moyens - matériels	6 - 7
	4.5 Etalonnage et maintenance	7
	4.6 Critères techniques	7 - 8
	4.7 Opérations de référence	8 - 9
	4.8 Enregistrement - traçabilité - archivage	9
	4.9 Veille réglementaire	9
	4.10 Audits exceptionnels	9
5	DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROCESSUS D'ATTRIBUTION ET DE SUIVI	9 - 11
	5.1 Attribution de la qualification par la commission d'examen	9 - 10
	5.2 Durée de la qualification et des mentions	11
	5.3 Suivi de la qualification et des mentions	11
6	RÉVISION DE LA QUALIFICATION	11
	6.1 Dossier de révision	11
	6.2 Décision de la commission d'examen	11
7	NOTIFICATION ET CERTIFICAT	12
	7.1 Notification	12
	7.2 Etablissement du certificat	12
	7.3 Informations figurant sur le certificat	12
8	MODIFICATIONS DANS L'ENTREPRISE	12 - 13
	8.1 Déclarations	12
	8.2 Modifications des moyens humains	12
	8.3 Modifications des locaux, moyens et matériels	13
9	RETRAIT	13
10	RECOURS ET RÉCLAMATIONS	13
	10.1 Recours amiable	13
	10.2 Réclamations ou plaintes de tiers	13
	10.3 Révision exceptionnelle	13
11	SOUS-TRAITANCE DE TRAVAUX ENTRANT DANS LE CHAMP DE LA QUALIFICATION	13
12	PUBLICATIONS	13
13	MODIFICATIONS APPORTÉES AUX EXIGENCES DU RÉFÉRENTIEL	14
14	DATE D'APPLICATION	14
15	APPROBATION	14
	Annexes 1 et 2	15 - 16

1 OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Le présent référentiel a pour objet de spécifier les exigences auxquelles doivent répondre les entreprises demandant la qualification **Mesureur 8711** et les conditions de son suivi.

Cette qualification s'adresse aux entités exerçant une activité commerciale. Elle ne concerne pas des structures qui seraient amenées à faire des mesures à titre expérimental, pour des recherches ou des formations.

Il prend en compte les références réglementaires et normatives de ce type d'activité.

Ces exigences définies en accord avec les représentants des différents intérêts concernés dans ce secteur d'activité ont été approuvées par le Conseil d'Administration de l'Organisme.

Cette qualification 8711 s'applique aux entités qui, pour le compte d'un tiers :

- préparent un bâtiment pour la réalisation des mesures,
- mettent en place dans ce bâtiment un système de mesures,
- détectent les fuites d'air de l'enveloppe dudit bâtiment,
- et réalisent des mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe de ce bâtiment.

Les entreprises qualifiées 8711 doivent communiquer à leur client les résultats des mesures.

Les entreprises qualifiées 8711 le sont pour une liste d'opérateurs de mesures bien définie.

Cette qualification est nécessaire pour l'obtention de l'autorisation du Ministère en charge de la Construction pour effectuer des mesures dans le cadre du label BBC 2005 et dans le cadre de la RT 2012 dès qu'elle sera d'application obligatoire ou volontaire, tels que décrits dans les arrêtés des 3 mai 2007 et 26 octobre 2010.

2 TERMINOLOGIE

Attribution :

Décision d'attribuer ou de renouveler une qualification.

BBC :

Bâtiment Basse Consommation.

Certificat :

Document officiel délivré annuellement à une entreprise attestant de l'attribution d'une qualification et de la régularité de sa situation.

Qualification :

Reconnaissance formelle par une tierce partie de la capacité d'une entreprise à réaliser des travaux ou des mesures dans une activité donnée. Cette reconnaissance est fondée sur l'évaluation objective des moyens, humains et matériel, des compétences et de l'organisation de l'entreprise au travers de l'examen d'un dossier.

Commission d'examen :

Instance composée de deux collègues représentant :

- les utilisateurs et intérêts généraux,
- les entreprises.

Elle est chargée de la mise à jour du référentiel, de l'attribution et du suivi de la qualification et qualifie également les auditeurs experts.

Dossier de demande de qualification :

Formulaire (questionnaire) permettant aux entreprises de répondre aux seules exigences "documentaires" du présent référentiel.

Mention :

Certaines qualifications peuvent être accompagnées d'une mention attestant que l'entreprise répond à des exigences spécifiques et vérifiées précisant un champ de compétence ou une technique particulière.

Nomenclature de la qualification et de la certification des entreprises de construction :

Description technique des travaux correspondant à chaque qualification ou certification. La nomenclature répertorie 9 familles fonctionnelles de travaux, 51 métiers ou activités et 454 possibilités de qualification ou certification. Elle est périodiquement mise à jour pour tenir compte des évolutions techniques. Le numéro 8711 est attribué à la qualification **Mesureur**.

Commentaires

On entend entre autres par entité : les entreprises de construction, les organismes de contrôle, les cabinets d'ingénierie, les diagnostiqueurs immobiliers...

Cette préparation comporte a minima le traitement des ouvertures et des points particuliers.

L'annexe n°2 relie les exigences documentaires du présent référentiel et le dossier de demande de la qualification Mesureur 8711.

Exemples :

« mention mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments collectifs à usage d'habitation ».

« mention mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments à usage tertiaire ».

La nomenclature est disponible en version imprimée ou CD Rom.
Elle est également accessible sur le site Internet www.qualibat.com

Questionnaire de suivi :

Procédure de suivi permettant de vérifier annuellement que l'entreprise remplit toujours, pendant la période de validité de la qualification, les conditions d'attribution, conditionnant la délivrance d'un certificat.

Auditeur expert :

Personne physique qui s'est vue reconnaître dans des conditions définies par Qualibat, les compétences voulues pour examiner des rapports de mesures et des registres des opérations de mesures, formuler la synthèse des observations faites et exprimer un avis motivé à la commission d'examen chargée de prendre une décision.

Les examens sont réalisés par des auditeurs experts compétents pour l'activité perméabilité à l'air.

Ils sont "qualifiés" par la commission d'examen et missionnés par Qualibat.

Opérateur de mesures autorisé :

Opérateur de mesures qui a suivi et validé une formation reconnue, exerçant son métier dans une entreprise qualifiée et qui a reçu une autorisation ministérielle concernant l'activité.

Référentiel :

Document précisant l'ensemble des exigences d'une qualification ou certification et éventuellement ses conditions d'attribution et de suivi.

Règlement Général :

Règles et principes arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Organisme, en application des statuts pour :

- définir les conditions dans lesquelles l'Organisme délivre ses différentes prestations,
- préciser les modalités de délivrance des certificats et les moyens utilisés pour porter ces renseignements à la connaissance des tiers,
- déterminer le fonctionnement et le rôle de ses instances de décisions et d'appel,
- fixer l'organisation de ses services, ainsi que les missions et responsabilités de son personnel.

Révision :

Procédure de contrôle permettant de vérifier, qu'à l'expiration du délai de validité de la qualification **Mesureur 8711**, l'entreprise respecte toujours les exigences applicables. Les renouvellements interviennent :

- à l'échéance de 2 ans (cas des qualifications attribuées à titre probatoire),
- à l'échéance de 4 ans (cas des qualifications attribuées à titre quadriennal),
- de manière anticipée (suite à une décision de la commission d'examen ou de la Commission Supérieure de l'Organisme).

3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les exigences retenues dans le présent référentiel sont issues des textes suivants :

3.1 Textes législatifs, réglementaires et normatifs

- Arrêté du 24 mai 2006
Relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments
- Arrêté du 3 mai 2007
Relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique »
- Arrêté du 13 juin 2008
Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000 mètres carrés, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants
- Arrêté du 26 octobre 2010
Relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments,
- ISO 9972:2006
Performance Thermique des bâtiments – Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments - Méthode de pressurisation par ventilateur
- NF EN 13829 Février 2001
Performance thermique des bâtiments
Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments
Méthode de pressurisation par ventilateur
- GA P50-784 Février 2010
Guide d'application de la norme NF EN 13829 : 2001

Commentaires

Les documents de référence sont à utiliser dans leur dernière version.

Réglementation Thermique 2012

3.2 Documents de référence de Qualibat

- Statuts et Règlement Général.
- Définition de la qualification **Mesureur 8711** issue de la nomenclature de la qualification et de la certification des entreprises de construction.
- Définition des mentions :
 - . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments collectifs à usage d'habitation,
 - . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe de bâtiments à usage tertiaire.
- Dossier de demande de qualification.

3.3 Documents de référence de la marque BBC-Effinergie®

- Règles techniques de la marque Effinergie® applicables aux bâtiments neufs faisant l'objet d'un label BBC-Effinergie®.
- Règles techniques de la marque Effinergie® applicables aux bâtiments rénovés faisant l'objet d'un label BBC-Effinergie Rénovation® ou d'une certification Effinergie Rénovation.

4 PRÉSENTATION DES CRITÈRES D'ATTRIBUTION - DOSSIER DE DEMANDE

4.1 Préambule

Dans la mesure où les critères d'attribution (ou exigences) sont traités dans un des formulaires du dossier de demande, la référence à ces documents figure entre crochets (exemples **[A1]**, **[B1]**).

L'entreprise utilisera les formulaires numérotés du dossier de demande pour y répondre.

Par contre, dans le cas où il s'agirait d'**Exigences Spécifiques** à cette qualification, elles sont indiquées comme telles par l'abréviation **[ES...]** suivies d'un numéro d'ordre.

L'entreprise choisira d'y répondre dans la forme écrite qui lui paraîtra la plus appropriée ou en utilisant les modèles fournis dans le dossier de demande.

4.2 Critères administratifs et juridiques

4.2.1 Lettre de demande et d'engagement de l'entreprise **[ES1]**

Dans sa lettre, l'entreprise s'engage par écrit :

- ⇒ à respecter l'ensemble des exigences du présent référentiel,
- ⇒ à faire réaliser, les essais de perméabilité à l'air des bâtiments candidats au label BBC-Effinergie® ou respectant la RT 2012 conformément à la norme NF EN 13829 et à son guide d'application GA P 50 784, par ses opérateurs de mesures autorisés,
- ⇒ à disposer de matériel de mesures et d'essais en bon état et régulièrement étalonné conformément à la norme NF EN 13829 et à son guide d'application GA P 50 784,
- ⇒ à faire réaliser toutes les mesures de perméabilité à l'air par des opérateurs de mesures formés par un organisme de formation reconnu par le Ministère en charge de la Construction.

4.2.2 Situation juridique et administrative de l'entreprise **[A1]**

L'entreprise doit prouver :

- ⇒ la légalité de son existence en fournissant obligatoirement les documents suivants :
 - extrait Kbis ou inscription à la Chambre de Métiers,
 - immatriculation INSEE (siret et NACE),
 - copie des statuts (comportant les dernières mises à jour).
- ⇒ la régularité de son fonctionnement au regard des impôts, taxes et obligations sociales en fournissant obligatoirement les documents suivants :
 - attestation sur l'honneur du versement des impôts et taxes,
 - attestations d'inscription et de mise à jour inférieure à 3 mois aux organismes ci-après :
 - URSSAF ou autre régime obligatoire,
 - congés payés du bâtiment lorsqu'une telle obligation existe,
 - DADSU nominatif couvrant l'année précédant la demande,
 - la liste nominative du personnel en joignant les déclarations d'embauche pour les salariés ne figurant pas sur la DADSU **[ES2]**.

Commentaires

Dans ces deux documents, il est précisé que les mesures de perméabilité à l'air dans le cadre de ces labels ne peuvent être réalisées que par des opérateurs de mesures autorisés par le Ministère en charge de la Construction.

L'annexe n°2 relie les exigences documentaires du présent référentiel et le dossier de demande de la qualification Mesureur 8711.

Dans le cas où l'entreprise dispose d'une qualification Qualibat en cours de validité, les justificatifs déjà fournis à l'Organisme ne sont plus à produire.

L'entreprise fournira un extrait KBIS à jour présentant l'établissement principal et tous ses établissements secondaires.
La transmission des statuts ne concerne que les sociétés commerciales.

L'entreprise peut fournir des attestations provenant de la recette principale des impôts et du trésor public en lieu et place de l'attestation sur l'honneur.

Pour respecter les règles de la CNIL, la DADSU peut être modifiée en :
- supprimant les numéros de sécurité sociale,
- supprimant les salaires individuels,
- ne conservant que les initiales des personnes.

4.2.3 Couverture assurance [A5]

L'entreprise devra prouver sa souscription d'une assurance responsabilité civile professionnelle en fournissant :

- ⇒ l'attestation d'assurance qui doit préciser :
 - la compagnie d'assurance,
 - le numéro de contrat,
 - les montants garantis,
 - l'indication que les tests d'infiltrométrie ou les mesures de perméabilité à l'air sont garantis.

4.2.4 Attestation de sinistralité [ES3]

Afin de permettre l'évaluation de sa sinistralité, l'entreprise doit fournir une attestation émise par sa compagnie d'assurance sur les sinistres intervenus dans le cadre de l'assurance responsabilité civile professionnelle sur les quatre dernières années.

4.2.5 Responsable légal [A2]

L'entreprise doit fournir le CV de son responsable légal ainsi que des justifications de ses diplômes et/ou expérience professionnelle.

4.2.6 Organisation de l'entreprise [ES4]

L'entreprise doit préciser :

- ⇒ ses liens financiers éventuels avec d'autres entreprises tels que :
 - appartenance à un groupe, à un réseau, une franchise...
 - ou filiale d'une autre entreprise,
 - et ses propres filiales.
- ⇒ le périmètre de la demande de qualification : transmettre, s'il y a lieu, la liste précise des sites ou établissements secondaires concernés par la demande.

4.3 Critères chiffres d'affaires - personnels - salaires [A3]

Pour permettre la vérification de la cohérence entre son niveau d'activité et ses moyens humains, l'entreprise doit fournir sur les deux derniers exercices complets (exercice N-1, N-2), des renseignements chiffrés concernant son chiffre d'affaires global et les moyens en personnel déclarés dont elle dispose : effectif - masse salariale - nombre d'heures.

4.4 Critères locaux et moyens - matériels

4.4.1 Locaux et moyens [A4]

L'entreprise doit disposer d'un local lui permettant d'entreposer dans de bonnes conditions l'ensemble du matériel nécessaire à son activité.

4.4.2 Matériels spécialement affectés aux opérations de mesures [A4]

L'entreprise doit disposer de matériels suffisants pour accomplir ses opérations de mesures. Elle devra en fournir la liste exhaustive à Qualibat et s'engager à en assurer une maintenance régulière.

Elle doit disposer :

- du matériel de chantier de base : escabeau, échelle, caisse à outils, bloc multiprise,
- de rallonges électriques avec disjoncteur différentiel (30mA),
- d'un appareil photo numérique.

4.4.3 Matériels de mesures et d'essais

L'entreprise doit disposer de matériels de mesures et d'essais suffisants pour accomplir l'ensemble de ses activités, elle devra en fournir la liste exhaustive à Qualibat.

Elle devra disposer a minima d'un système de mesures :

- des débits d'air (diaphragmes réglables ou fixes, ou autres systèmes),
- des températures (thermomètre),
- des pressions (manomètre),
- des distances (laser mètre ou mètre ruban).

Commentaires

Justificatif à produire : feuillet assurance du questionnaire administratif rempli par la compagnie d'assurance.
Dans le cas où l'entreprise aurait changé de compagnie pendant la période concernée, elle doit fournir l'attestation de l'assureur précédent.

Joindre un organigramme si nécessaire.

L'entreprise précisera pour chaque site ou établissement secondaire :
- son responsable,
- le n° de SIRET attribué par l'INSEE,
- le ou les opérateurs de mesures identifiés intervenants sur ce site.

Ces informations doivent concerner l'ensemble des activités de l'entreprise (chiffre d'affaires du bilan).

Pour les entreprises de création récente (moins de 2 ans), ce document est à renseigner en fonction des chiffres existants. Cette demande d'informations ne doit pas être comprise comme l'obligation d'une antériorité dans l'activité pour obtenir la qualification mesureur 8711.

L'entreprise pourra fournir comme justificatif : photos, croquis ou plans du local.

La caisse à outils peut contenir par exemple : des tournevis, des clés, des pinces... et autres outils nécessaires pour des démontages simples.

4.4.4 Matériels de mise en surpression et dépression d'un bâtiment

L'entreprise doit disposer de ventilateurs (fixés ou non sur des supports type bêche) permettant de mettre en surpression et dépression des bâtiments.

4.4.5 Matériels de pilotage de l'essai

L'entreprise peut disposer d'un logiciel pilotant l'ensemble de l'essai, néanmoins une solution entièrement « manuelle » est acceptable.

4.4.6 Matériels d'étanchéité

L'entreprise doit disposer en propre de matériels d'étanchéité pour obturer provisoirement des ouvertures.

4.4.7 Matériels de repérage visuel des fuites d'air

L'entreprise doit disposer d'un matériel permettant de visualiser les fuites d'air comme par exemple : générateur de fumée, poire à fumée, thermo-anémomètre à fil chaud...

4.5 Etalonnage et maintenance

Le matériel de mesures de l'entreprise doit être régulièrement étalonné conformément à la norme NF EN 13829 et à son guide d'application GA P50-784.

Les certificats d'étalonnage doivent être conservés sur une durée de 4 ans.

L'entreprise doit s'engager à maintenir son matériel de mesures en parfait état de fonctionnement.

4.6 Critères techniques

4.6.1 Personnel pour l'activité perméabilité à l'air

L'entreprise doit prouver qu'elle emploie de façon permanente le personnel nécessaire pour son volume d'activité, en apportant les justifications nécessaires.

Etat nominatif et quantitatif du responsable technique et des opérateurs de mesures identifiés

L'entreprise doit fournir :

- les renseignements d'identité concernant le responsable technique qu'elle a désigné pour l'activité ainsi que les justifications de ses diplômes et/ou expérience professionnelle **[B1]**,
- les renseignements d'identité concernant la liste des opérateurs de mesures qu'elle a désignés pour l'activité ainsi que les justifications de leurs diplômes et/ou expérience professionnelle **[B1]**, les justificatifs pour chacun d'eux de leur formation par un organisme reconnu par le Ministère en charge de la Construction,
- l'état quantitatif des autres personnels affectés à l'activité sur deux exercices, ventilé dans les différentes catégories **[B2]**.

Commentaires

Par exemple : des vessies gonflables en caoutchouc, un assortiment de bouchons, du ruban adhésif étanche à l'air.
Les ouvertures à colmater peuvent être : bouches d'entrée d'air d'un système de ventilation...

En cas de prêt ou de location de matériel, l'entreprise doit disposer du certificat d'étalonnage du matériel mis à sa disposition.

4.6.2 Formation du personnel

Dans tous les cas, les formations doivent être justifiées par la fourniture d'attestations nominatives précisant la durée et le contenu du stage, l'organisme et le nom du formateur.

Responsable légal

Il doit justifier de compétences bâtiment, à défaut un responsable technique pour l'activité doit être désigné.

Responsable technique

Il doit justifier de compétences bâtiment.

Le (ou les) opérateurs(s) de mesures de l'entreprise

Il devra justifier de compétences bâtiments a minima :

- sur l'enveloppe du bâtiment et les défauts d'étanchéité à l'air possibles,
- sur les matériaux utilisés dans les bâtiments,
- sur les réseaux aérauliques.

Et savoir :

- lire les plans bâtiment,
- comprendre la synthèse d'une étude thermique,
- utiliser les logiciels bureautiques (tableur...).

Il doit justifier d'une formation externe concernant la réalisation des mesures en fournissant l'attestation nominative de formation validée.

Cette formation devra avoir été dispensée par un organisme de formation reconnu par le Ministère en charge de la Construction.

4.6.3 Chiffres d'affaires - Effectifs et salaires pour l'activité perméabilité à l'air [B2]

Pour permettre la vérification de la cohérence entre son niveau d'activité et ses moyens humains, l'entreprise doit fournir sur les deux derniers exercices complets (N-1, N-2), les données chiffrées suivantes :

- chiffres d'affaires ventilés par catégories : maisons individuelles, bâtiments collectifs à usage d'habitation, bâtiments à usage tertiaire,
- personnel,
- salaires,
- nombre d'heures,
- personnel d'encadrement technique et d'études.

Ces informations doivent concerner uniquement l'activité perméabilité à l'air.

Elle doit également indiquer le montant de sa sous-traitance.

4.7 Opérations de référence

4.7.1 Antériorité dans l'activité perméabilité à l'air [ES5]

Il est demandé à l'entreprise d'indiquer le nombre d'années d'exercice dans l'activité ainsi que le nombre d'opérations de mesures réalisées sur les quatre dernières années.

4.7.2 Liste des opérations de mesures pour la qualification [B3]

Afin de permettre d'apprécier l'étendue de son expérience, l'entreprise doit fournir les registres des opérations de mesures réalisées par ses différents opérateurs. Elle précisera pour chacune d'elles : les dates de réalisation des mesures, le lieu, les coordonnées du maître d'ouvrage (client), du maître d'œuvre (architecte) éventuel, la description de la mesure.

Chaque registre devra comprendre au moins 10 opérations de mesures.

4.7.3 Opérations de mesures de référence pour la qualification [B4]

Afin de démontrer sa capacité technique, l'entreprise doit faire une présentation détaillée de cinq opérations de mesures, **par opérateur de mesures**, dont elle estime qu'elles reflètent sa maîtrise de la mise en œuvre du matériel de mesures, la réalisation et l'interprétation des mesures.

Commentaires

La compétence bâtiment du responsable légal ou responsable technique peut être démontrée par :

- des diplômes,
- l'expérience professionnelle,
- des formations internes ou externes.

Les justifications peuvent être fournies dans un CV détaillé faisant ressortir l'expérience professionnelle dans le bâtiment ou des formations bâtiments.

Le responsable légal peut être aussi le responsable technique.

Dans les petites entreprises le responsable technique peut être un opérateur de mesures ou le responsable de l'entreprise.

Les justifications peuvent être fournies dans un CV détaillé faisant ressortir l'expérience professionnelle dans le bâtiment ou des formations bâtiments.

Ces compétences pourront être évaluées au travers des éléments du dossier (croquis, fichiers...).

Excel ou un logiciel similaire doit être maîtrisé.

La liste des organismes de formation reconnus par le Ministère en charge de la Construction est sur les sites www.qualibat.com, www.effinergie.com, www.rt-batiment.fr...

Pour les entreprises de création récente (moins de 2 ans), ce document est à renseigner en fonction des chiffres existants.

Cette demande d'information ne doit pas être comprise comme l'obligation d'une antériorité dans l'activité pour obtenir la qualification mesureur 8711.

Cette liste est nécessaire pour permettre de recueillir directement auprès de certains maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre des attestations permettant d'apprécier la nature et la qualité des mesures.

Sur les 5 opérations de mesures, au moins 3 doivent avoir été réalisées après achèvement des travaux pouvant affecter la perméabilité de l'enveloppe, ou lorsque les travaux sont entièrement terminés, à la réception du bâtiment (méthode A).

Ces mesures devront avoir été réalisées après la formation de l'opérateur et être conformes à la norme NF EN 13829 et à son guide d'application GA P50-784.

Pour chacune d'elles, elle fournira :

- le devis,
- la lettre de commande, l'ordre de service ou le devis signé,
- le rapport de mesures avec des photographies de la réalisation de la mesure,
- une attestation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ou du contrôleur technique faisant ressortir la description technique de l'opération réalisée, les dates de début et de fin de l'opération, le montant hors taxe de la prestation, l'éventuel recours à de la sous-traitance, une appréciation de la prestation en ce qui concerne, le respect des délais, la tenue du « chantier »,
- les plans du bâtiment (ensemble et détails) ou l'étude thermique.

4.8 Enregistrement - traçabilité - archivage

L'entreprise doit mettre en œuvre un système permanent d'enregistrement et d'archivage de ses opérations de mesures permettant la traçabilité des opérations. Si la solution retenue est un archivage informatique, la procédure de sauvegarde informatique devra être explicitée.

Indépendamment des exigences réglementaires, l'entreprise doit archiver ces documents pendant au moins la durée de 4 ans.

Ces enregistrements doivent être mis à disposition de Qualibat, lors des opérations de suivi des entreprises qualifiées.

4.9 Veille réglementaire

L'entreprise doit mettre en œuvre une veille réglementaire ; elle devra donc à minima disposer des documents figurant au § 3.1.

Tous les mesureurs doivent se tenir informés des évolutions réglementaires et des évolutions de la norme NF EN 13829 et de son guide d'application GA P50-784.

4.10 Audits exceptionnels

L'Organisme se réserve la possibilité de déclencher un audit dans l'entreprise et dans le cadre d'une opération de mesures :

- lorsqu'il est saisi de réclamations,
 - lorsque des anomalies sont détectées à l'examen initial de la demande ou lors du contrôle annuel résultant d'incohérences dans les déclarations,
 - ou dans le cadre de la procédure d'appel,
- Les frais seront à la charge de l'entreprise.

A la demande des pouvoirs publics, l'Organisme pourra faire réaliser des contrôles aléatoires pour vérifier la valeur des mesures fournies à des fins statistiques ou dans le cadre de projets de recherches.

Les frais occasionnés par ces contrôles ne seront pas à la charge des entreprises.

5 DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROCESSUS D'ATTRIBUTION ET DE SUIVI

5.1 Attribution de la qualification par la commission d'examen

Le processus d'attribution de la qualification comprend trois étapes :

- 1) Instruction préliminaire.
- 2) Examen par un auditeur expert.
- 3) Présentation du dossier à la commission et décision de qualification.

5.1.1 Instruction préliminaire

A réception d'une demande écrite de l'entreprise, un dossier lui est remis contre paiement de frais de dossier.

Ce dossier comprendra toutes les informations utiles concernant la qualification **mesureur 8711**.

Commentaires

Si les prestations n'ont pas été facturées, l'entreprise fournira la trame du devis qu'elle a mise en place.

La sauvegarde concerne les rapports d'essais, les fichiers de mesures et les photos.

Pour répondre à cette exigence, l'entreprise peut disposer des documents en version « papier » ou justifier d'un abonnement à une banque de données : REFF, SOCOTEC...
Pour démontrer le respect de cette exigence, elle peut par exemple s'inscrire à des flux RSS vers des sites pertinents du domaine.

Audit :
Examen méthodique et indépendant en vue de déterminer si l'organisation, les activités et résultats de l'entreprise sont conformes aux exigences définies dans un référentiel. Les audits sont réalisés par des auditeurs experts compétents pour l'activité perméabilité à l'air.
Ils sont "qualifiés" par la commission d'examen et missionnés par Qualibat.

Auditeur expert :
Personne physique qui s'est vue reconnaître dans des conditions définies par Qualibat, les compétences voulues pour organiser un audit, formuler la synthèse des observations faites et exprimer un avis motivé à la commission d'examen chargée de prendre une décision.

Au retour du dossier de demande, celui-ci est instruit par le secrétariat technique de la commission. Durant cette étape, des informations complémentaires peuvent être demandées à l'entreprise. Il est ensuite examiné par un auditeur expert missionné par Qualibat.

5.1.2 Examen par un auditeur expert

Le dossier hors partie administrative est ensuite examiné par un auditeur expert qui renseigne une grille d'évaluation technique.

L'auditeur expert examinera dans le détail la procédure d'essais suivie par le ou les opérateur(s) de mesures, le respect des consignes et les conclusions du ou des opérateur(s) de mesures de l'entreprise.

Il examinera également le ou les registres des opérations de mesures.

5.1.3 Présentation du dossier et décision de qualification

Le dossier est ensuite présenté à la commission d'examen, en premier lieu par le secrétaire technique pour la partie administrative, puis un rapporteur issu de la commission présente la grille d'évaluation technique et la fiche d'instruction. La commission prend ensuite une décision de qualification, de report de décision pour obtenir des compléments ou de refus.

Au vu de cette synthèse, la commission d'examen décide soit :

- d'accorder la qualification à titre quadriennal,
- d'accorder la qualification à titre probatoire,
- de demander des compléments,
- de refuser la qualification.

Pour obtenir la qualification à titre quadriennal, l'entreprise devra présenter au minimum par opérateur, 3 opérations de mesures de référence ayant fait l'objet de facturation sur les 5 présentées.

A défaut, la qualification ne pourra être attribuée qu'à titre probatoire.

La décision d'attribution de qualification précède également la durée de validité et les établissements secondaires ou sites concernés.

La décision de refus est explicitée à l'entreprise dans la notification.

Dans le cas d'un refus final de la commission après trois passages en commission, cette dernière peut demander à l'entreprise de faire suivre et valider une nouvelle formation externe reconnue à son opérateur de mesures.

La commission fixera le délai à partir duquel l'entreprise pourra demander un nouveau dossier de demande de qualification.

5.1.4 Attribution des mentions

Deux mentions peuvent être attribuées par la commission d'examen :

- . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments collectifs à usage d'habitation,
- . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments à usage tertiaire.

Le processus d'attribution des mentions comprend 3 étapes identiques à la qualification :

- 1) Instruction préliminaire.
- 2) Examen par un auditeur expert.
- 3) Présentation du dossier à la commission et décision d'attribution.

L'obtention de chacune de ces mentions nécessitera la fourniture de 3 rapports de mesures spécifiques.

5.1.5 Nouvel opérateur de mesures

L'entreprise qui souhaite que sa qualification couvre un nouvel opérateur de mesures en plus de ceux qui interviennent déjà doit en faire la demande par écrit à Qualibat.

Un dossier d'extension de la qualification à un autre intervenant lui sera transmis.

Ce dossier permettra à l'organisme d'obtenir des informations techniques et administratives sur le nouvel opérateur de mesures :

- son CV,
- la validation de sa formation,
- 5 rapports de mesures effectués après la validation de la formation.

Ce dossier sera présenté à la commission d'examen pour statuer.

Dans le cas d'une décision favorable, un nouveau certificat sera transmis à l'entreprise.

Lorsque l'opérateur était déjà autorisé au sein d'une autre entreprise, les 5 rapports de mesures ne seront pas à fournir.

Néanmoins, le dossier sera présenté à la commission pour statuer.

Commentaires

5.2 Durée de la qualification et des mentions

La durée de la qualification est de 4 ans pour une qualification attribuée à titre quadriennal ou de 2 ans pour une qualification attribuée à titre probatoire. Néanmoins, la validité reste soumise à un contrôle annuel.

La durée des mentions sera identique à celle de la qualification à laquelle elle est associée.

5.3 Suivi de la qualification et des mentions

La surveillance est organisée par un contrôle documentaire (questionnaire annuel et liste (fichiers) des opérations réalisées).

L'objectif de cette surveillance est de s'assurer :

- que l'entreprise exerce toujours l'activité pour laquelle elle a été qualifiée,
- que chacun des opérateurs de mesures exerce son activité,
- qu'elle se tient à jour des évolutions techniques, législatives et réglementaires,
- et qu'elle réalise ses prestations conformément à la norme NF EN 13829 et à son guide d'application GA P50-784.

Questionnaire annuel

Le questionnaire annuel est renseigné par l'entreprise et permet au secrétariat technique de la commission de vérifier la situation de l'entreprise et de délivrer le certificat de l'année.

Si nécessaire la commission peut être saisie par le secrétariat technique de tout changement important susceptible de remettre en cause la qualification détenue par l'entreprise.

Des frais annuels de secrétariat sont facturés à l'entreprise selon le tarif en vigueur.

Déclaration à Qualibat (liste des opérations de mesures réalisées) [ES6]

L'entreprise établit un fichier exhaustif regroupant les registres des opérations de mesures des différents opérateurs de mesures. Ce fichier est envoyé à Qualibat une fois par an pour lui permettre de vérifier l'activité de l'entreprise et celle de ses opérateurs de mesures.

L'entreprise doit donc déclarer chaque année toutes les opérations de mesures réalisées :

En précisant a minima pour chacune d'elles :

- le type de travaux : neuf, rénovation,
- le cas échéant, le label souhaité pour l'ouvrage,
- les coordonnées du client (maître d'ouvrage, maître d'œuvre).

Cette déclaration sera faite par l'entreprise en fournissant les justificatifs demandés dans le questionnaire de suivi.

Décision de maintien ou de retrait

Après l'examen du questionnaire de suivi, la commission décide du maintien ou non de la qualification de l'entreprise pour une liste d'opérateurs donnée.

6 RÉVISION DE LA QUALIFICATION

6.1 Dossier de révision

Au terme de la durée de 4 ans (2 ans pour une qualification probatoire), l'entreprise est soumise à l'obligation de révision, conformément au Règlement Général de l'Organisme. L'initiative en revient au secrétariat technique de la commission. L'entreprise doit alors renseigner un dossier de renouvellement donnant lieu à un examen complet.

A titre exceptionnel, si le suivi annuel ou l'instruction d'une plainte d'un tiers le justifie, l'Organisme se réserve le droit de déclencher une révision exceptionnelle. Tous les frais y afférents sont à la charge de l'entreprise.

6.2 Décision de la commission d'examen

Après l'examen du dossier de révision, la commission décide du renouvellement ou non de la qualification de l'entreprise.

Commentaires

Exemples : changements de forme juridique, de dirigeant, de responsable technique...

Le dossier de révision tiendra compte des informations fournies et contrôlées annuellement.

7 NOTIFICATION ET CERTIFICAT

7.1 Notification

L'entreprise est informée des décisions de la commission par une notification.

Nota : Ce document n'a pour objet que d'informer l'entreprise et ne vaut pas attestation officielle.

Seul le certificat annuel, qui sera délivré dans les conditions prévues par Qualibat, pourra en attester à l'égard des tiers.

7.2 Etablissement du certificat

Un certificat est délivré à l'entreprise pour une liste d'opérateurs bien définie. Valable un an, de date à date, il atteste d'informations générales assurant l'identification de l'entreprise et des renseignements spécifiques à la qualification **Mesureur 8711** (caractéristique, date d'attribution et de validité, opérateur de mesures...).

Les conditions financières de délivrance des certificats sont décidées, chaque année, par le Conseil d'Administration de l'Organisme et communiquées aux entreprises. Le tarif à appliquer est, notamment, fonction de l'effectif global de l'entreprise pour l'activité perméabilité à l'air.

Toute entreprise dont la qualification **Mesureur 8711** a fait l'objet d'une décision de retrait éventuellement confirmée en appel (voir paragraphe 10.1), est tenue de retourner son certificat à l'Organisme.

7.3 Informations figurant sur le certificat

Il comporte l'ensemble des informations recueillies et contrôlées sur l'entreprise, notamment :

- la situation administrative et juridique : sont mentionnés sous cette rubrique la raison sociale de l'entreprise, ses coordonnées complètes, le nom et la fonction de ses dirigeants responsables, sa date de création, sa forme juridique, le montant de son capital, son numéro d'affiliation à la caisse de congés payés, ses compagnies d'assurances, la régularité de sa situation fiscale et sociale,
- la classification : sont indiqués l'effectif réel moyen de l'entreprise ainsi que son chiffre d'affaires hors taxes et leur classement dans des catégories,
- la date d'attribution : est notée la date à laquelle la qualification a été attribuée ou celle du plus récent renouvellement,
- la date d'échéance,
- la liste des opérateurs de mesures qualifiés,
- le périmètre de la qualification,
- la ou les mentions détenues :
 - . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments collectifs à usage d'habitation,
 - . mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe de bâtiments à usage tertiaire.

8 MODIFICATIONS DANS L'ENTREPRISE

8.1 Déclarations

L'entreprise doit déclarer toutes les modifications importantes relatives aux informations figurant dans son dossier de qualification. Ces modifications seront examinées par le secrétariat technique de la commission, en fonction des dispositions du présent référentiel et du Règlement Général de l'Organisme et, si nécessaire, transmises à la commission pour suite à donner.

8.2 Modifications des moyens humains [ES7]

L'entreprise est tenue de déclarer à Qualibat toutes les modifications importantes de ses moyens humains qui ne lui permettraient plus de respecter les exigences du présent référentiel. Cette déclaration doit être faite sans délai.

En fonction des modifications annoncées, des commentaires et justificatifs de l'entreprise, Qualibat décidera selon l'importance des modifications de présenter le dossier à la commission d'examen pour statuer.

Si l'entreprise n'a plus d'opérateurs de mesures identifiés, elle perd sa qualification.

Commentaires

Une démission ou une embauche d'un opérateur de mesures par exemple.

8.3 Modifications des locaux, moyens et matériels [ES8]

L'entreprise est tenue de déclarer à Qualibat toutes les modifications importantes de ses locaux, moyens et matériels qui ne lui permettraient plus de respecter les exigences du présent référentiel.

En fonction des modifications annoncées, des commentaires et justificatifs de l'entreprise, Qualibat décidera selon l'importance des modifications de présenter le dossier à la commission d'examen pour statuer.

9 RETRAIT

Lorsque l'entreprise ne fournit pas les informations qui lui sont demandées dans le cadre du suivi annuel, du renouvellement quadriennal ou lorsqu'elle ne respecte pas les règles contractuelles de l'Organisme, la commission d'examen procède au retrait de la qualification.

10 RECOURS ET RÉCLAMATIONS

10.1 Recours amiable

Conformément aux dispositions du Règlement Général, une entreprise peut faire appel d'une décision prise à son égard dans les deux mois à compter de la date à laquelle celle-ci lui a été notifiée.

Le recours est alors adressé à la Commission Supérieure qui l'examinera dans les conditions prévues par le Règlement Général.

Le recours de l'entreprise n'est pas suspensif de la décision prise par la commission d'examen.

10.2 Réclamations ou plaintes de tiers

Les tiers (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, organismes de prévention, Inspections du Travail, assureurs, etc.), qui estimeraient qu'une qualification **Mesureur 8711** a été abusivement attribuée ou qu'une entreprise qualifiée n'aurait pas eu le comportement professionnel que l'on peut attendre, peuvent en saisir l'Organisme.

Ces réclamations, argumentées par écrit, sont transmises à la Commission Supérieure qui les examinera dans les conditions prévues par le Règlement Général. L'échelle des sanctions est définie dans le Règlement Général.

10.3 Révision exceptionnelle

A titre exceptionnel, si le suivi annuel ou l'instruction d'une réclamation d'un tiers le justifie, l'Organisme se réserve le droit de déclencher une révision anticipée. Tous les frais y afférents sont à la charge de l'entreprise.

11 SOUS-TRAITANCE DE TRAVAUX ENTRANT DANS LE CHAMP DE LA QUALIFICATION

Dans les limites admises par l'Organisme, la sous-traitance de travaux entrant dans le champ de la qualification **Mesureur 8711** ne peut être confiée qu'à des entreprises titulaires d'une qualification de même nature.

12 PUBLICATIONS

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Organisme, il ne peut être publié aucun renseignement d'ordre confidentiel, en dehors de ceux qui figurent sur les certificats remis aux intéressés.

Ces informations sont mises à disposition des maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et de toutes les personnes intéressées dans des listes périodiquement établies par l'Organisme et dans des banques de données.

Qualibat fournira la possibilité aux sites (Effinergie, Ministère en charge de la Construction) de faire des renvois par des liens informatiques sur la liste à jour des entreprises **mesureurs 8711**.

Commentaires

Tout transfert de locaux par exemple doit être signalé à Qualibat.

Le recours à de la sous-traitance dans cette activité ne peut excéder 30 % du chiffre d'affaires de l'activité.

13 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX EXIGENCES DU RÉFÉRENTIEL

Lorsque des décisions de modifications dûment approuvées sont prises par l'Organisme, toutes les entreprises qualifiées en sont informées pour leur permettre de s'adapter aux nouvelles dispositions dans les délais jugés nécessaires par Qualibat. Des opérations d'évaluation exceptionnelle peuvent être mises en place, si l'Organisme le juge utile.

14 DATE D'APPLICATION

La date d'application du présent référentiel est celle figurant en première page.

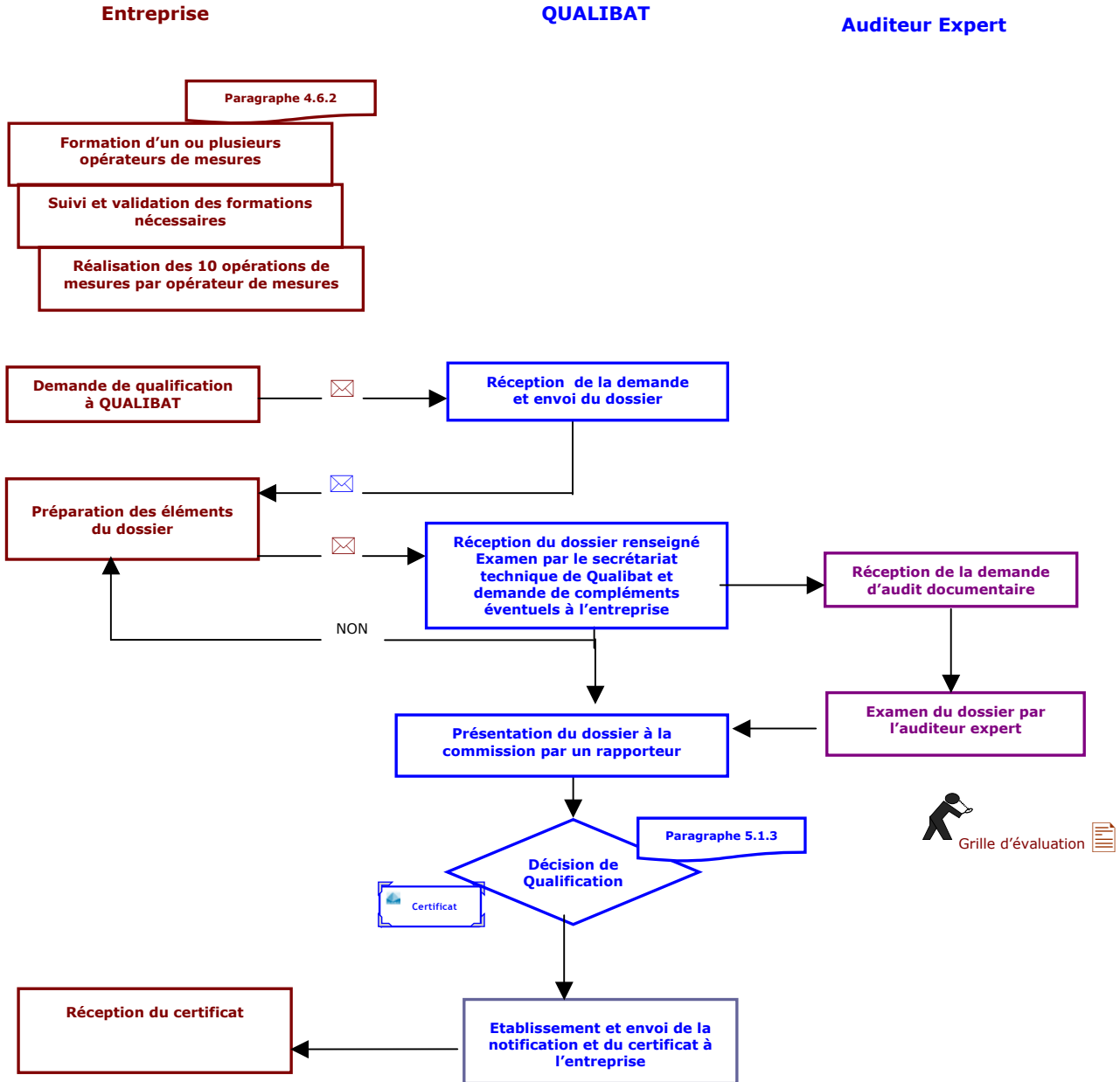
15 APPROBATION

Chaque version du présent référentiel est validée par la commission d'examen. Elle est ensuite entérinée par le Conseil d'Administration de Qualibat.

Commentaires

ANNEXE n° 1

Logigramme du processus de qualification **MESUREUR 8711**



ANNEXE n° 2

Correspondance entre le référentiel de qualification **Mesureur 8711** et le dossier (questionnaire) de demande.

Paragraphe du référentiel	Libellé	Feuillet du dossier (questionnaire) de demande
4.2.1	Lettre de demande et d'engagement de l'entreprise	[ES1]
4.2.2	Situation juridique et administrative de l'entreprise	[A1] [ES2]
4.2.3	Couverture assurance	
4.2.4	Attestation de sinistralité	[ES3]
4.2.5	Informations sur le responsable légal	[A2]
4.2.6	Organisation de l'entreprise	[ES4]
4.3	Exigences financières	[A3]
4.4	Locaux et moyens, matériels	[A4]
4.6.1	Etat nominatif et quantitatif du personnel de l'entreprise pour l'activité perméabilité à l'air	[B2]
4.6.3	Exigences financières pour l'activité perméabilité à l'air	[B2]
4.7.1	Antériorité dans l'activité perméabilité à l'air	[ES5]
4.7.2	Liste des opérations de mesures pour la qualification	[B3] [ES6]
4.7.3	Opérations de mesures de référence pour la qualification	[B4]
8.2	Modifications des moyens humains	[ES7]
8.3	Modifications des locaux, moyens et matériels	[ES8]